

Israël-Palestine, une solution à deux États est-elle encore possible ?

Débat

La diplomatie internationale s'activait, jeudi 20 mai, sur le terrain et en coulisses, pour tenter de mettre un terme à l'escalade militaire meurtrière entre Israël et le Hamas. Cette résurgence meurtrière du conflit israélo-palestinien repose la question de la solution à deux États, privilégiée depuis les années 1970 par les principales parties du conflit dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien.

- Propos recueillis par Agnès Rotivel et Anne-Bénédicte Hoffner,
- le 20/05/2021 **La Croix**



► « La création d'un État palestinien viable devient chimérique »

Beligh Nabli, chercheur associé au Ceri Sciences-Po Paris

« L'hypothèse de deux États est fondée sur l'idée selon laquelle nous sommes face à deux nationalismes : le sionisme et le mouvement de libération national palestinien, les deux revendiquant un État-nation. Les accords d'Oslo signés en 1993 sont importants historiquement car ils ont acté formellement cette revendication et cette perspective.

Dès lors que les accords d'Oslo n'ont pas été mis en œuvre, et que parallèlement le processus de colonisation de la Cisjordanie n'a cessé de se développer sur le terrain, de facto, la création d'un État palestinien viable devient chimérique, fictive. Il faut prendre en considération la différence entre, d'un côté, la revendication théorique, abstraite et politique d'un État palestinien, et, de l'autre, une réalité matérielle concrète fondée sur le terrain qui renvoie l'image de territoires palestiniens discontinus et fragmentés.

La perspective d'un État palestinien n'est plus à l'agenda international, ni à l'agenda politique israélien. Il y a une volonté de neutralisation de cette hypothèse. Même lorsqu'on remonte aux dernières déclarations de Benyamin Netanyahu, où il évoquait encore l'hypothèse d'un tel État en le conditionnant, la conditionnalité était d'accepter un État partiel, n'ayant pas d'armée et sans espace aérien indépendant.

Reste l'autre hypothèse, celle d'un seul et même État israélo-palestinien ou Israélo-arabe, que certains Palestiniens pragmatiques et réalistes mettent de plus en plus en avant. Elle part de la réalité du terrain, celle d'une imbrication territoriale entre les populations palestinienne-israélienne et israélienne-juive d'un côté, populations israélienne et palestinienne des Territoires occupés de l'autre. Cette intrication des populations des territoires suit une dynamique historique, liée au processus de colonisation d'un côté, à la croissance démographique de l'autre.

L'hypothèse d'un État unique revient en force. Mais elle est confrontée à une autre dynamique, d'ordre idéologique : la montée d'un sionisme ethno-religieux en [Israël](#). Il s'est traduit par l'adoption à la fois d'un discours et de textes juridiques associant de plus en plus l'État d'Israël à une définition ethno-religieuse, un État juif avant d'être démocratique. Ce qui représente une difficulté majeure à l'hypothèse d'un État unique dans la mesure où, même s'il devait se réaliser, celui-ci aboutirait à une situation d'apartheid au sens juridique du terme.

Ce qui est déjà la réalité israélienne contemporaine au sein même d'Israël si on se réfère aux déclarations de l'ancien président Jimmy Carter, de l'ancien secrétaire d'État d'Obama John Kerry ou tout récemment à l'affirmation de Human Rights Watch. Dans son dernier rapport sur la situation israélo-palestinienne, l'ONG déclare que l'État Hébreu correspond désormais à un État d'apartheid, sur la base de la définition d'un traitement différencié des citoyens en fonction de leur origine ethnique ou religieuse. On est donc face à une double impasse. »

► « **Ce nouveau conflit redistribue les cartes** »

Metin Arditi, écrivain suisse d'origine turque, auteur de « *Rachel et les siens* » (Grasset, 2020)

« Je pense que la solution à deux États s'est encore éloignée. Avant ce nouveau conflit entre Israël et le Hamas, la distance était celle qui va de la terre à la lune ; maintenant, je pense qu'elle s'approche à celle qui sépare la terre et la planète Mars. Plus sérieusement, la situation est telle sur le terrain que, si les colons restent sur place, les Palestiniens ne peuvent avoir que des bantoustans, coupés les uns des autres, coupés de la mer, et tenus par les Israéliens au bout de leur fusil. Appeler cela un État revient au même que de dire qu'une vache égale une chèvre.

Géographiquement, comment découper un véritable État palestinien dont les citoyens seraient fiers d'exhiber leur passeport ? Si, par un coup de baguette magique, vous déplacez les 600 000 colons de Cisjordanie - dont 150 000 à Jérusalem-Est -, cela devient possible. Mais évidemment, c'est impossible sous un gouvernement dépendant des suprémacistes juifs. Il y a dix ans, le groupe kahaniste (héritier du rabbin extrémiste Meir Kahane, NDLR) avait été déclaré illégal. Lors des dernières élections, il est entré à la Knesset.

Comparons la situation actuelle avec celle qui prévalait lors de l'évacuation de [Gaza](#) par Israël en 2005. Il s'y trouvait 5 000 colons, contre 600 000 aujourd'hui dans toute la Cisjordanie. Gaza n'est pas une terre biblique, contrairement à la Cisjordanie, appelée Judée-Samarie par les sionistes religieux. Et c'est Ariel Sharon qui était au pouvoir, un vrai chef, quoi qu'on puisse en penser, dans la lignée de Menahem Begin (qui a rendu le Sinaï à l'Égypte) ou de Yitzhak Rabin (signataire des accords d'Oslo), et non un dirigeant poursuivi par les tribunaux pour des affaires de corruption.

En 2005, les colons de Gaza s'accrochaient à leurs tables et à leurs chaises, et l'armée a dû intervenir. Quel chef de gouvernement israélien serait capable de faire la même chose avec les 600 000 colons de Cisjordanie ? Dans ces conditions, ceux qui affirment encore croire à la solution à deux États soit sont de braves gens ignorants, soit ne veulent pas se mouiller. Les deux États ne sont pas une vraie solution, mais une solution bidon. Dans ce cas, que reste-t-il à part une solution à un État, démocratique, laïque et offrant les mêmes droits à tous ses citoyens ?

Ce nouveau conflit redistribue les cartes, oblige à une remise à plat, avec un interlocuteur majeur : le Hamas. Il oblige les Israéliens à redécouvrir le problème palestinien : ils l'avaient oublié sous la présidence de [Donald Trump](#) qui leur avait acheté une normalisation avec plusieurs États arabes. Il leur faut désormais réfléchir à nouveau à leur avenir et à celui des Palestiniens. Ils pourraient s'inspirer de l'exemple suisse : ici, le droit supérieur est celui de la Confédération, mais chaque canton gère sa police, ses universités, la majeure partie de la fiscalité et la religion. »